Liberté de religion dans les établissements pénitentiaires : La Cour suprême des Etats-Unis administre une piqûre de rappel

Liberté de religion (Cour suprême des Etats-Unis)

Johann Morri

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/revdh/1050>

DOI : 10.4000/revdh.1050

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Johann Morri, « Liberté de religion dans les établissements pénitentiaires : La Cour suprême des Etats-Unis administre une piqûre de rappel », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 30 janvier 2015, consulté le 27 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/1050> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.1050>

Ce document a été généré automatiquement le 27 janvier 2022.

Tous droits réservés

Liberté de religion dans les établissements pénitentiaires : La Cour suprême des Etats-Unis administre une piqure de rappel

Liberté de religion (Cour suprême des Etats-Unis)

Johann Morri

- 1 Comme la Cour suprême l'a illustré récemment à l'occasion de l'affaire Hobby Lobby¹, la liberté de religion fait, de façon générale, l'objet d'une protection particulière en droit américain, tant en raison des garanties posées par le 1^{er} amendement à la Constitution que par celles, encore plus étendues, conférées par le législateur dans la loi sur la restauration de la liberté religieuse (« Religious Freedom Restoration Act », aussi désignée par l'acronyme « RFRA ») RFRA en 1993 et réitérées en 2000 dans la loi dite RLUIPA (« Religious Land Use and Institutionalized Persons Act »). Dans le cas particulier de la loi RLUIPA, ces garanties s'appliquent en matière d'urbanisme et d'utilisation des sols, mais aussi et surtout à l'ensemble des institutions financées même partiellement par des fonds de l'Etat fédéral. Or, l'ensemble des institutions pénitentiaires américaines, même lorsqu'elles dépendent des Etats fédérés ou des collectivités locales², perçoivent certains fonds d'origine fédérale, ce qui rend la loi applicable à l'ensemble de leurs établissements.
- 2 Sur le principe, la Cour suprême avait déjà eu l'occasion de rappeler, dans un arrêt rendu en 2005, que les garanties de la loi ne s'arrêtent pas aux portes des établissements pénitentiaires³. En revanche, la portée exacte de ces garanties faisait l'objet de discussions, dans la mesure où, dans le domaine pénitentiaire, les décisions autorités publiques jouissent traditionnellement d'une certaine déférence de la part de la Cour, ce qui pouvait contrebalancer ou atténuer les garanties contenues dans la loi. A l'occasion d'une affaire qui portait sur l'interdiction du port de la barbe par les détenus de confession musulmane, la Cour affirme le caractère disproportionné de cette

interdiction (1°). Ce faisant, elle fait nettement prévaloir la liberté de religion sur la marge d'appréciation généralement reconnue à l'autorité pénitentiaire (2°).

1°/- L'interdiction du port de la barbe porte une atteinte disproportionnée à la liberté de religion des détenus

- 3 Gregory Holt, musulman pratiquant se faisant également appeler Abdul Maalik Muhamad, est détenu dans une prison de l'Arkansas. Il a exprimé le souhait, en application de ses convictions religieuses, de porter la barbe. Cette velléité s'est heurtée aux règles applicables dans les établissements de l'Etat de l'Arkansas, qui interdisent aux détenus le port de la barbe, et n'autorisent qu'une seule exception à cette règle : le port d'une barbe d'une longueur d'un « *quart de pouce* » ($\frac{1}{4}$ inch, soit environ 63 millimètres) et uniquement lorsque ce port est justifié par des raisons médicales. Tout en faisant remarquer que sa pratique religieuse lui imposait, en principe, de s'abstenir purement et simplement de se raser, le détenu avait proposé un compromis consistant à porter une courte barbe, d'une longueur d'un demi-pouce ($\frac{1}{2}$ inch, soit environ 1,27 cm). Sa requête auprès des autorités pénitentiaires ayant été rejetée, il a saisi les juridictions fédérales, qui ont rejeté sa demande aussi en bien en première instance qu'en appel, au motif que l'interdiction du port de la barbe était justifiée par des raisons de sécurité et par le large pouvoir d'appréciation reconnu, en la matière, aux autorités pénitentiaires. Il a alors saisi la Cour suprême, par une requête sommaire déposée sans l'aide d'un avocat (une requête « *in forma pauperis* », selon la terminologie en vigueur devant la Cour). Cette requête ayant passé le stade du premier « tri », G. Holt a finalement pu bénéficier de l'aide de conseils spécialisés.
- 4 La Cour suprême juge, à l'unanimité, que les juridictions inférieures ont méconnu la portée des garanties résultant de la loi RLUIPA (Religious Land Use and Institutionalized Persons Act). La loi RLUIPA, dont les prescriptions s'adressent aux autorités des Etats et aux autorités locales (comtés, municipalités, etc.), a été adoptée au cours de l'année 2000 en réponse à la censure partielle de la loi RFRA par la Cour suprême. La loi RFRA posait à l'origine des règles s'appliquant indifféremment aux autorités fédérales et aux autorités des Etats, en soumettant à un contrôle maximal toute atteinte à la liberté religieuse. Dans l'affaire *City of Boerne v. Flores*⁴ la Cour avait jugé que cette loi était inconstitutionnelle en tant qu'elle imposait ses prescriptions aux autorités des Etats fédérés et aux autorités locales. La Cour avait estimé que le fondement retenu par le Congrès pour fonder son autorité, la section cinq du 14^{ème} amendement à la Constitution, ne permettait pas de prendre des mesures s'adressant aux autorités des Etats ou aux autorités locales, mais seulement aux autorités fédérales. En réponse à cette censure, le Congrès a adopté, à l'unanimité des deux chambres, un texte reprenant en substance le contenu de la loi RFRA, mais en fondant sa compétence sur d'autres dispositions de la Constitution (notamment celles qui permettent de réguler toute entité qui fait utilisation de fonds d'origine fédérale). Sur le fond, les garanties contenues dans ce texte sont les mêmes que celles de la loi RFRA, dont la loi RLUIPA constitue le pendant à l'égard des Etats.
- 5 Ces garanties, contenues dans la section 3 de la loi, font interdiction à toute autorité publique gouvernement « *de faire peser un fardeau substantiel sur l'exercice de la religion* »

(« *impose a substantial burden on the religious exercise* »), à moins que les autorités ne puissent démontrer que l'imposition de ce fardeau « *répond à un impérieux motif d'intérêt gouvernemental* » (*compelling state interest*) et que la mesure adoptée soit « *la moins restrictive possible pour atteindre le but recherché* » (« *the least restrictive means* »). Pour justifier l'interdiction générale et absolue du port de la barbe dans les prisons de l'Arkansas, les autorités pénitentiaires invoquaient des raisons de sécurité. Elles faisaient valoir, d'une part, que les détenus pouvaient dissimuler des objets dans leur barbe, afin de se livrer à des trafics ou de transporter des objets utilisés comme armes, et, d'autre part, qu'en cas de fuite, un détenu pouvait facilement modifier son apparence en se rasant la barbe. Les juridictions de première instance et d'appel avaient estimé que, compte tenu du large pouvoir d'appréciation généralement reconnu aux autorités pénitentiaires pour apprécier la nécessité de mesures de sécurité, cette mesure était justifiée par un impératif de sécurité et constituait la mesure la moins restrictive pour atteindre l'objectif recherché.

- 6 La Cour suprême rappelle, tout d'abord, que le prisonnier a apporté la preuve, qui lui incombe, que la mesure critiquée porte une atteinte substantielle à sa liberté de religion. Sur ce point, elle recadre plutôt sèchement les premiers juges, qui s'étaient embarqués dans des considérations théologiques. Le juge de première instance, en effet, avait estimé que l'atteinte portée à la liberté religieuse était limitée dans la mesure où, selon les préceptes de la religion musulmane, le détenu n'était pas, s'agissant du port de la barbe, assujéti à une obligation de résultats, mais à une simple obligation de moyens : il lui appartenait simplement de faire son mieux pour respecter les préceptes de sa religion. Le juge avait également relevé que le détenu avait eu à sa disposition d'autres moyens de pratiquer sa religion (il bénéficiait d'un tapis de prière et d'un régime alimentaire adapté) et, enfin, qu'il n'y avait pas unanimité chez les musulmans sur la nécessité de porter la barbe. La Cour indique qu'**il importe peu que la croyance ou le comportement en question ait pour l'intéressé un caractère impératif, du moment qu'elle répond à une croyance religieuse sincère – ce qui n'était pas en débat ici**. Elle rappelle également que la protection accordée par loi s'applique à toutes les convictions religieuses, même si elles ne sont partagées que par une minorité de croyants au sein d'une mouvance religieuse ou sont particulières à un petit nombre d'individus (« *idiosyncrasiques* »).
- 7 Lorsque l'atteinte substantielle à la liberté religieuse est démontrée, la charge de la preuve de la nécessité de cette atteinte incombe aux autorités gouvernementales. La Cour juge qu'en l'espèce, les raisons avancées par les autorités pénitentiaires sont insuffisamment convaincantes. La Cour admet qu'il est de l'intérêt de ces autorités de lutter contre les trafics et la dissimulation d'objets pouvant être utilisés comme armes, et de prévenir la fuite des détenus et la dissimulation d'identité. Sur le premier point, elle relève que, même en admettant que les autorités pénitentiaires ont une expérience particulière qui justifie de leur reconnaître une marge d'appréciation en matière de sécurité, les limites que permet cette marge d'appréciation ont été manifestement dépassées. En effet, elle note qu'il est très difficile de dissimuler des objets dans une barbe aussi courte, et que les autorités pénitentiaires n'ont posé aucune restriction en ce qui concerne la longueur des cheveux, alors que les risques de dissimulation dans la coiffure sont équivalents voire supérieurs.
- 8 Les autorités pénitentiaires n'ont pas non plus démontré qu'il n'existerait pas des mesures moins restrictives que l'interdiction du port de la barbe, notamment la

possibilité d'opérer des fouilles ou d'exiger du détenu qu'il se passe un peigne dans la barbe. S'agissant du risque que les détenus se rasent la barbe pour dissimuler leur identité lors d'une tentative d'évasion, la Cour n'est pas davantage convaincue. Elle relève notamment que ce risque peut être prévenu par l'inclusion, dans le dossier du détenu, d'une photo avec barbe et d'une photo sans barbe, et que ce risque n'est pas plus grand que celui qui consiste à modifier sa coiffure ou à se raser la moustache. Enfin, la Cour note en conclusion qu'un grand nombre d'Etats autorisent le port de la barbe dans les établissements pénitentiaires, et que les autorités de l'Arkansas n'ont pas apporté de justification particulière sur la différence de situation qui justifierait des mesures plus restrictives.

*

2°/- La marge d'appréciation reconnue aux autorités pénitentiaires en matière de sécurité ne constitue pas un blanc-seing pour ces autorités

- 9 On peut s'étonner, *a posteriori*, qu'il ait fallu un arrêt de la Cour suprême pour mettre un point final à une affaire qui, au vu de la lettre de la loi, n'apparaissait pas poser de difficultés majeures, et sur la solution de laquelle les juges ont statué à l'unanimité. Mais ce serait oublier que les décisions des juridictions inférieures s'inscrivaient dans **un courant jurisprudentiel de déférence à l'égard des autorités pénitentiaires**. Même si la Cour suprême ne s'est guère appesantie sur cette déférence dans son arrêt, l'idée que les autorités pénitentiaires doivent bénéficier d'une certaine « déférence » dans leurs choix et leurs appréciations en matière de sécurité avait été expressément rappelée dans certains arrêts précédents faisant application de la loi RELUIPA dans le contexte pénitentiaire. C'est ce que rappelle d'ailleurs la juge Sotomayor dans son opinion concurrente, en s'appuyant sur une référence à l'arrêt Cutter, dans lequel la Cour avait noté que « *la sécurité en prison est un motif impérieux d'intérêt gouvernemental, et que l'expertise des autorités en la matière mérite une certaine déférence* »⁵. Par ailleurs, sur le plan concret, même si la majorité des Etats a renoncé à imposer aux détenus des règles uniformes en matière de port de la barbe ou de coiffure (« *grooming policies* »), cette pratique restait encore ancrée dans les systèmes pénitentiaires d'une partie du pays, notamment dans le Sud des Etats-Unis. Dix-sept Etats sont ainsi intervenus au soutien de l'Etat de l'Arkansas dans cette affaire.
- 10 Ainsi, la Cour suprême a clairement pris le parti de faire prévaloir le principe de la liberté de religion sur la marge d'appréciation reconnue aux autorités pénitentiaires. Quelle sera la portée de cette solution dans d'autres affaires ?
- 11 Au risque de rappeler une évidence, précisons tout d'abord que cette solution a été rendue sur le fondement d'un texte protégeant spécifiquement la liberté de religion, et qu'elle ne devrait pas pouvoir être étendue à des revendications formées sur d'autres fondements : sauf à se constituer en mouvance religieuse, les adeptes de Karl Marx ou du groupe musical ZZ Top ne bénéficieront pas d'un régime capillaire équivalent... On retrouve ici **un dilemme bien connu en matière de protection de la liberté de religion : jusqu'où reconnaître la spécificité de la croyance religieuse sans méconnaître l'égalité entre les différents types de convictions ?** A l'inverse

jusqu'où remettre en cause cette spécificité sans remettre en cause la liberté de religion ? La Cour a déjà eu l'occasion d'indiquer que, selon elle, la protection particulière de la liberté de religion ne constitue pas une forme d'« *établissement de la religion* » prohibée par le principe de séparation contenu dans le 1^{er} amendement – qui ne se limite pas à protéger la liberté de religion, mais contient également un principe de « *non établissement* » des religions⁶. Par ailleurs, la protection reconnue à la liberté de religion s'attache à tous les cultes, y compris les plus improbables, tels que certains mouvements d'inspiration syncrétique ou néopaganistes, et ce à condition à condition qu'ils reflètent une croyance sincère⁷.

- 12 En revanche, les principes posés par l'arrêt *Holt v. Hobbs* sont susceptibles de s'appliquer à un ensemble de litiges dans lesquels est en jeu la liberté de religion des détenus. La Cour a déjà admis, quelques jours après le prononcé de l'arrêt, que les principes posés s'agissant du port de la barge pouvaient également être invoqués pour contester d'autres règles relatives à l'apparence physique des détenus, et notamment celles relatives à la longueur des cheveux. Ces règles sont en particulier contestées par les tenants de croyances propres aux Indiens d'Amérique, qui imposent de ne pas se couper les cheveux⁸. Dans un arrêt sommaire du 26 janvier 2015 – un arrêt non motivé par lequel la Cour tranche un litige dont la question de droit ne pose pas de difficulté –, la Cour suprême a cassé un arrêt de la cour d'appel fédéral du 11^{ème} circuit et renvoyé l'affaire devant cette cour pour qu'elle soit réexaminée à la lumière des principes dégagés dans l'affaire *Holt v. Hobbs*.

- 13 **Cour suprême des Etats-Unis, 20 janvier 2015, *Holt v. Hobbs* 574 U.S. __ (2015)**

*

Pour aller plus loin (en langue anglaise) :

- Le dossier complet de Scotus blog
- L'enregistrement du débat oral devant la Cour sur le site Oyez

*

Les Lettres « Actualités Droits-Libertés » (ADL) du CREDOF (pour s'y abonner) sont accessibles sur le site de la Revue des Droits de l'Homme (RevDH) – Contact

NOTES

1. Voir, sur cette affaire : Johann Morri, « Une pilule dure à avaler : La Cour suprême des Etats-Unis consacre l'entreprise de tendance à but lucratif », *La Revue des droits de l'homme, Actualités Droits-Libertés*)

2. Aux Etats-Unis, l'Etat fédéral et les Etats fédérés disposent chacun de leur propre système pénitentiaire. Au sein de la plupart des Etats, le système pénitentiaire est en outre divisé entre des établissements dépendant des villes et des comtés (« county jails »), qui accueillent les

détenus condamnés à de courtes peines, et des prisons d'Etat, qui accueillent les détenus condamnés à des peines plus longues.

3. *Cutter v. Wilkinson*, 544 U.S. 709 (2005)

4. 521 U.S. 507 (1997).

5. *Cutter*, 544 U. S., at 725, n. 13.

6. voir *Cutter v. Wilkinson*, 544 U.S. 709 (2005)

7. Dans l'affaire *Cutter*, il s'agissait d'un culte sataniste, de la religion wiccane -un mouvement néopaganiste qui met au goût du jour la tradition de la sorcellerie-, et d'un mouvement religieux d'extrême-droite. De façon générale, le droit américain a donné lieu à des contentieux pittoresques sur la définition d'une religion. On ne résistera pas au plaisir de rappeler l'exemple haut en couleurs de l'Eglise Néo-Américaine : ce courant, dont le symbole était l'ouvre-bouteille, dont le culte était à base de marijuana et de LSD, et dont le mot d'ordre était « Victory over horseshit » (!) revendiqua devant les tribunaux le bénéfice de certaines exemptions accordées aux religions: *United states v. Kuch*, 288 F. Supp. 439 (D.D.C. 1968).

8. Voir, pour une illustration de ces questions, la vidéo réalisée par Kelly Borkoski pour le site Scotusblog.

RÉSUMÉS

Faisant application des critères posés par la loi dite « RLUIPA » (Religious Land Use and Institutionalized Persons Act, adoptée par le Congrès en 2000 en réponse à la censure partielle de la loi RFRA), qui confère à la liberté de religion une protection particulièrement élevée, la Cour suprême juge, à l'unanimité, que l'interdiction générale absolue du port de la barbe dans les établissements pénitentiaires de l'Etat de l'Arkansas porte à la liberté de religion des détenus de confession musulmane une atteinte excessive au regard de l'objectif visé par l'interdiction, à savoir le maintien de la sécurité dans les établissements. Ce faisant, la Cour réaffirme, conformément à sa jurisprudence antérieure, que la marge d'appréciation traditionnellement reconnue aux autorités pénitentiaires en matière de sécurité ne fait pas obstacle à une application pleine et entière des garanties instituées par la loi RLUIPA pour l'exercice de la liberté de religion.

AUTEUR

JOHANN MORRI

Diplômé de LLM (Master of Laws – Université de Californie – UC Davis) et du DEA Droits de l'homme (Université de Paris Ouest Nanterre La Défense, CREDOF)